

Marine Le Pen et les relations internationales : ruptures et ambivalences



Par Terra Nova

Le 27 avril 2017

Aux termes de l'article 15 de la Constitution, « le Président de la République est le chef des armées. Il préside les conseils et comités supérieurs de la Défense nationale ». Si Marine Le Pen devait être élue le 7 mai prochain, elle aurait des décisions cruciales à prendre rapidement : poursuivre ou non les bombardements aériens contre Daech en Irak et en Syrie, lever ou maintenir les sanctions contre la Russie, etc. Le chef de l'Etat décide en cette matière assez librement de par les pouvoirs que lui confèrent tant la Constitution que la pratique constitutionnelle de la Ve République qui a fait des relations internationales un « pré carré présidentiel ». Il peut ainsi faire intervenir les forces armées à l'étranger en informant le Parlement au bout de trois jours seulement ; et ce dernier n'est appelé à autoriser la prolongation de cette intervention que si elle dépasse quatre mois (article 35 de la Constitution).

Marine Le Pen ne dissimule pas son adhésion aux politiques de puissance, se réclamant dans son programme du « principe de réalisme » permettant à la France d'exercer « son rôle de puissance de stabilité et d'équilibre » dans un monde qu'elle estime être (et devoir être) « multipolaire »¹ et où « la différence nationale est la plus universelle des passions politiques »².

La présente note se propose donc d'étudier le positionnement de la candidate du Front National sur certains des sujets brûlants qui sont essentiels au mandat qui vient.

EN SYRIE : LE CHOIX ASSUME DE BACHAR AL-ASSAD

La candidate du Front National défend le régime du président Assad depuis que le conflit a éclaté dans ce pays. Elle a appelé à la normalisation des relations diplomatiques avec les

¹ Marine Le Pen, *144 engagements présidentiels*, <https://www.marine2017.fr/wp-content/uploads/2017/02/projet-presidentiel-marine-le-pen.pdf>, page 19, engagement 122.

² Discours de Marine Le Pen, *La politique étrangère de la France dans un monde multipolaire*, <https://www.marine2017.fr/2017/03/01/politique-internationale-de-france-monde-multipolaire-discours-de-marine-pen/>, 1^{er} mars 2017, page 7.

« autorités syriennes légitimes »³, interrompues à l'initiative de la France en 2011. Si les deux députés du FN élus à l'Assemblée nationale ont soutenu les frappes décidées par le Président à la suite des attentats commis à Paris en 2015⁴, ils souhaitent qu'elles viennent « soutenir l'offensive terrestre des forces légales syriennes ».

Pour Marine Le Pen, Bachar Al Assad est en effet « une solution bien plus rassurante pour la France que l'Etat islamique »⁵, allant jusqu'à le qualifier de « seule solution viable ». Elle plaide en faveur de l'autodétermination du peuple syrien, affirmant que s'il existe une responsabilité de la communauté internationale sur le sujet, il s'agirait de « l'organisation d'élections dans des conditions démocratiques correctes »⁶ alors même que Bachar al-Assad refuse de manière constante toute présence lors d'un éventuel scrutin d'observateurs des Nations-Unies qu'il considère comme contrôlés par les États-Unis et les pays occidentaux en général⁷.

Ce non interventionnisme ne date pas d'aujourd'hui. Elle s'était félicitée du « recul » du Président de la République française lors de la crise d'août 2013, estimant que des frappes seraient une aide apportée au « fondamentalisme islamique »⁸. Elle a récemment condamné les frappes américaines ordonnées par Donald Trump, réclamant une « enquête internationale indépendante » sur les accusations d'emploi d'armes chimiques, tout en reconnaissant que le veto russe du 12 avril dernier l'empêche⁹.

Sur la question syrienne, Marine Le Pen fait donc le choix assumé de la rupture avec les orientations stratégiques et diplomatiques de la France depuis le début de la guerre civile.

UN ALIGNEMENT SUR LES POSITIONS RUSSES

Marine Le Pen ne croit « absolument pas qu'il y a eu une annexion illégale » en Crimée, la tenue du référendum en 2014 – sous surveillance russe et sans la présence d'observateurs internationaux indépendants – aurait ainsi rendu la Crimée à la Russie dont elle serait « partie intégrante »¹⁰, passant sous silence le fait que 54 % des habitants de cette région ont approuvé

³ Voir l'intervention au Parlement Européen de la députée frontiste Marie-Christine Arnautu en janvier 2016, <http://www.frontnational.com/2016/01/situation-en-syrie-arnautu-denonce-le-soutien-des-puissances-occidentales-aux-rebelles/>

⁴ Communiqué de presse de Marion Maréchal Le Pen et Gilbert Collard, 25 novembre 2015, <http://www.frontnational.com/2015/11/engagement-des-forces-armees-en-syrie-un-seul-ennemi-letat-islamique/>

⁵ Reuters, <http://fr.reuters.com/article/idFRKBN15Z1AF>, 20 février 2017.

⁶ Idem

⁷ Interview de Bachar Al Assad, *Valeurs Actuelles*, dans sa version publiée par l'agence SANA, http://www.presidentassad.net/index.php?option=com_content&view=article&id=1487:president-assad-s-intervi-ew-with-the-french-magazine-valeurs-actuelles-novembre-19-2015&catid=314&Itemid=468, 19 novembre 2015.

⁸ L'Express, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/syrie-pour-marine-le-pen-francois-hol-lande-a-recule_1279632.html, 8 septembre 2013.

⁹ Europe 1, <http://www.europe1.fr/politique/attaque-chimique-en-syrie-le-veto-russe-pose-un-probleme-pour-marine-le-pen-3294614>, 14 avril 2017.

¹⁰ L'Express, http://www.lexpress.fr/actualite/politique/fn/pour-marine-le-pen-l-annexion-russe-de-la-crimée-n-est-pas-illegale_1865383.html, 3 janvier 2017.

l'indépendance de l'Ukraine lors du scrutin de 1991. En raison de son positionnement, qui lui a valu d'être déclarée *persona non grata* par les autorités ukrainiennes¹¹, Marine Le Pen est favorable à la levée des sanctions contre la Russie.

Partisane de quitter le commandement intégré de l'OTAN « pour que la France ne soit pas entraînée dans des guerres qui ne sont pas les siennes »¹², alors même que c'est à l'échelon politique des chefs d'Etat et de gouvernement et non pas au niveau de ce commandement que se prennent de telles décisions, elle se fait l'écho du narratif russe qui voudrait que l'Alliance Atlantique constitue un non-sens depuis la fin de l'URSS et que les extensions successives, tant de celle-ci que de l'UE, ont eu pour effet de menacer la Russie dans sa sphère d'influence¹³.

Sa condamnation de l'intervention libyenne se rapproche également des analyses du Kremlin, dénonçant du même mouvement l'« aveuglement et la faute stratégique majeure » de la France¹⁴. Elle avait alors dénoncé les frappes, tout en enjoignant Paris de s'abstenir, comme Moscou et Berlin, lors du vote à l'ONU sur la résolution 1973 du CSNU¹⁵.

La volonté de Marine Le Pen de recouvrer une indépendance nationale perdue par un supposé alignement sur Washington ne semble pas souffrir de l'incohérence qui est de prendre le parti de Moscou sur presque tous les sujets d'importance.

La politique étrangère de la France sous une présidence Le Pen serait ainsi celle du rapprochement avec celle de la Russie et, nécessairement, de l'effondrement des rares positions commune entre les pays occidentaux, déjà mises à mal par l'élection de Donald Trump.

MALI, SAHEL : LE CHOIX DE LA DISCONTINUITÉ

S'il est un sujet sur lequel la candidate du Front National ne semble, de prime abord, pas souhaiter de rupture franche avec la politique menée jusqu'alors, il s'agit du dossier Mali-Sahel. Elle avait soutenu l'intervention en 2013, estimant que la France avait pris ses responsabilités. Elle défend une approche régionale – passant notamment par le soutien au G5 Sahel – devant permettre à la fois de lutter contre les éléments hostiles et renforcer la résilience des pays limitrophes du Mali afin de prévenir toute contagion des crises.

Cependant, pour elle, la priorité une fois élue sera « d'engager un dialogue renouvelé, franc et honnête, avec les acteurs du conflit malien : l'accord de paix signé en 2015 doit être appliqué

¹¹ Reuters, <http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKBN14O1J0>, 3 janvier 2017.

¹² *144 engagements présidentiels*, op.cit., page 19, point 118.

¹³ France 24, <http://www.france24.com/fr/20170223-france-presidentielle-2017-diplomates-etrangers-marine-le-pen-proximite-donald-trump>, 23 février 2017.

¹⁴ Communiqué de presse du 11 janvier 2013, <http://www.frontnational.com/2013/01/reaction-de-marine-le-pen-a-l-intervention-francaise-au-mali>

¹⁵ Le Point, http://www.lepoint.fr/politique/intervention-en-libye-c-est-trop-tard-selon-marine-le-pen-18-03-2011-1308342_20.php, 18 avril 2013.

rapidement et intégralement »¹⁶. Sans plus de précisions, cette phrase laisse entendre que les lignes pourraient, ici aussi, bouger.

LES SILENCES ET OMISSIONS DU FRONT NATIONAL

Loin de faire le tour de l'état du monde et de présenter une vision claire de ce que serait la politique étrangère du pays sous sa direction, la candidate du Front National sait se taire ou dissimuler ses incohérences.

Sur le programme nucléaire de l'Iran, elle avait pu ainsi déclarer « je ne crois pas que l'Iran soit susceptible de se doter d'armes nucléaires »¹⁷ avant de relativiser immédiatement la portée d'un Iran atomique en ajoutant « maintenant je pense que l'arme nucléaire est une arme de dissuasion, et l'Iran sait pertinemment que si un jour ils envisageaient d'utiliser l'arme nucléaire, ils seraient probablement pulvérisés dans les 15 minutes. ». Le cas du programme nucléaire de la Corée du Nord ne semble pas être traité dans les interventions de Marine Le Pen.

A propos des prétentions maritimes de la République Populaire de Chine et des tensions avec ses voisins, Marine Le Pen a déclaré : « La France ne se mettra pas dans la situation de faire de la Chine un adversaire militaire. Il n'est donc pas question d'envenimer une situation déjà très tendue en déployant des moyens militaires dans cette région. »¹⁸ Cette déclaration est d'autant plus surprenante que des moyens militaires français sont déjà déployés dans la zone puisque des navires y transitent régulièrement, notamment pour assurer le passage entre les territoires français de l'Océan Indien et ceux du Pacifique. Cette navigation n'a jamais soulevé d'objections majeures de la part de la Chine.

Dans cette même région Asie-Pacifique, l'opposition de Marine Le Pen aux accords de libre échange entre en contradiction d'abord avec les intérêts d'industriels français comme ceux de l'automobile qui bénéficient de l'accord avec la Corée du Sud, ensuite avec la nécessité de consolider les relations de la France avec certains de ses partenaires stratégiques (Inde, Singapour, Australie, etc.). Cela contredit enfin l'impératif pour les territoires français, tels que la Nouvelle Calédonie, de commercer avec les principales puissances économiques de la région que sont l'Australie et la Nouvelle Zélande. On peut également noter que, cédant à la demande de Gaston Flosse, ancien président du gouvernement de la Polynésie Française aujourd'hui inéligible en raison des condamnations dont il est l'objet dans une affaire d'emplois fictifs, Marine Le Pen se déclare favorable à ce que ce territoire devienne un « pays associé »¹⁹ à la France.

¹⁶ Livret du Front National, *L'Afrique : notre première priorité internationale*, https://www.marine2017.fr/wp-content/uploads/2017/03/a4_livret_afrique_bd.pdf, page 5.

¹⁷ Entretien de Marine Le Pen à la télévision syrienne Sama, <https://www.youtube.com/watch?v=L1OaAdPu780>, 2013.

¹⁸ Entretien avec Marine Le Pen, *Présidentielle 2017 – Défense : les réponses de Marine Le Pen*, Aerieon24news, <https://aerieon24.news/2017/04/14/presidentielle-2017-defense-reponses-de-marine-pen/>, 14 avril 2017.

¹⁹ France Info, <http://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/polynesie-francaise-front-national-442623.html>, 11 février 2017.

AMATEURISME, RUSSOPHILIE ET INCOHERENCES : LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FRANCE SOUS MARINE LE PEN

Le programme présidentiel de Marine Le Pen annonce une « France puissante » mais quelle puissance crédible la France pourrait-elle exercer avec la sortie des systèmes d'alliances qui structurent aujourd'hui notre sécurité et nos capacités d'action, notamment en matière d'opérations extérieures pour lesquelles les moyens (transports, renseignement, etc.) fournis par des membres de l'Otan nous sont indispensables ? Quelles sont réellement les positions de Marine Le Pen sur des sujets aussi graves dans un monde instable ? La politique étrangère d'un pays n'est pas uniquement fonction du pourcentage de PIB dépensé dans l'effort de défense. Les arcs de crises qui enserrant l'Europe, et les conséquences pour la France de tensions croissantes à l'échelle internationale, méritent bien mieux qu'une présidence alignée et soumise.